

AU

DES ÉVÉNEMENTS

*Au fil des Evénements
11 Octobre 1990*

Choc pétrolier

L'INCERTITUDE COÛTE 10 \$ LE BARIL

Si le prix du pétrole n'était fixé qu'en fonction du déficit en approvisionnement causé par l'embargo sur l'Irak, le baril ne devrait coûter qu'entre 30 \$ et 32 \$. La différence entre ce prix et celui payé actuellement sur le marché international est due à la spéculation causée par le climat d'incertitude entourant la crise du Golfe persique.

Voilà l'avis exprimé par Antoine Ayoub, professeur au Département d'économique, lors de la Journée des anciens du GREEN (Groupe de recherche en économie de l'énergie et des ressources naturelles) qui se tenait le 5 octobre au pavillon La Laurentienne. Une soixantaine d'étudiants et d'anciens étudiants du GREEN participaient à cette journée, la deuxième du genre, instituée par le directeur actuel du GREEN, Jean-Thomas Bernard.

La crise de l'incertitude

Les causes de l'actuel choc pétrolier sont multiples, enchevêtrées et largement attribuables à l'incertitude entourant la crise du Golfe et son dénouement, a défendu Antoine Ayoub.

Par contre, les données de base sont claires. L'Irak et le Koweït disposent ensemble de 20 % des réserves mondiales de pétrole (4,5 à 5 millions de barils par jour), l'Arabie saoudite, sur qui planait la menace d'une invasion irakienne, possède 24 % des réserves mondiales et les États-Unis, les plus grands consommateurs de pétrole, dépendent à 50 % d'approvisionnements pétroliers étrangers. L'ensemble des pays du Golfe abrite 60 % des réserves mondiales déclarées de pétrole et un pourcentage encore plus élevé des réserves de pétrole pouvant être exploitées à faible coût. Enfin, la région est une véritable poudrière politique en raison du conflit israélo-arabe, du découpage colonial arbitraire qui a suivi la Première Guerre mondiale, du renouveau de l'Islam et d'une démographie galopante de 3 % par année, a

analysé le professeur Ayoub.

Un énorme trou noir

L'embargo décrété il y a deux mois a créé soudainement un trou de 4,5 millions de barils de pétrole par jour et une flambée des prix qui ont plus que doublé depuis juillet. Du jour au lendemain, le marché est passé d'un surplus de cinq millions de barils par jour à une situation de pénurie. L'OPEP a accepté de produire davantage de pétrole pour combler le déficit, ce qui a amené le baril à un prix de 30 \$ à 32 \$.

Le recours aux réserves stratégiques des compagnies pétrolières et des pays n'est pas une solution à la crise actuelle, a soutenu Antoine Ayoub. Il serait prématuré d'avoir recours dès maintenant à ces stocks achetés à bas prix, puisque le déclenchement d'une guerre pourrait amener le prix du pétrole à des prix allant jusqu'à 80 \$ le baril. "De toute façon, dans le contexte actuel, une déclaration favorable du président Bush ou de Saddam Hussein à des effets plus positifs sur les marchés pétroliers que le recours à ces stocks", a-t-il dit.

"Le moment est plutôt mal choisi pour privatiser Pétro-Canada et pour que le gouvernement canadien s'engage financièrement dans le projet Hibernia", a conclu Antoine Ayoub. Pétro-Canada a justement été créé pour permettre à l'économie canadienne de faire face aux crises pétrolières sans trop de dommages; le gouvernement aurait pu garder le contrôle à 51 % a-t-il soutenu. Pour ce qui est de Hibernia, tant que les prix demeurent supérieurs à 30 \$ le baril, le projet est rentable et l'entreprise privée pourrait en assurer le développement. Les prix seront-ils aussi élevés lorsque les premiers barils seront pompés dans cinq ans? "Personne ne peut le prévoir, mais on ne peut tout simplement nationaliser le risque et privatiser les profits."

Jean Hamann